



22115118



International Baccalaureate®
Baccalauréat International
Bachillerato Internacional

**ÉCONOMIE
NIVEAU SUPÉRIEUR
ÉPREUVE 3**

Mardi 17 mai 2011 (matin)

2 heures

INSTRUCTIONS DESTINÉES AUX CANDIDATS

- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Répondez à trois questions.
- Utilisez des diagrammes correctement légendés et des références au texte / aux données, le cas échéant.

1. Étudiez l'extrait ci-après et répondez à toutes les parties de la question qui le suivent.

Les voitures à faible émission de CO2 constituent une priorité pour le futur

- ❶ La campagne de la Chine pour amener des véhicules plus propres, à faible émission de CO2 sur ses routes risque d'être mise en attente car le gouvernement essaie d'abord de stimuler la croissance et d'empêcher la baisse des ventes sur le plus grand marché automobile du monde. BYD Ltd et d'autres fabricants de voitures chinois ayant l'ambition de faire partie des premiers à vendre au niveau mondial des véhicules « tout-électrique » espèrent un soutien de la part du gouvernement, pour stimuler la **demande**.
- ❷ Cependant, la création d'un marché de véhicules à faible émission de CO2 a peu de chances de constituer une priorité. Alors que la Chine a effectué beaucoup de progrès en établissant des normes visant à réguler l'émission de CO2 des véhicules, cela n'est pas allé jusqu'à des incitations pour les acheteurs de ces voitures chères mais à faible émission de CO2. Selon Henry Li, le directeur général de BYD Ltd, les **subventions** peuvent aider à développer la demande de voitures, car il s'agit d'une bonne technologie, bien que chère comparée à celle des voitures conventionnelles.
- ❸ La croissance des ventes de voitures en Chine a ralenti en 2008 quand la confiance des consommateurs a diminué dans le contexte d'une économie plus faible. Ceci a incité le gouvernement à prendre des mesures pour augmenter la demande. Pour attirer à nouveau les acheteurs dans les salles d'exposition, Pékin a dévoilé un certain nombre de politiques en janvier, telles que la diminution de moitié des impôts indirects sur les voitures dotées de moteur moins puissant.
- ❹ Le gouvernement a également supprimé certains péages routiers. Cependant, étant donné le coût élevé pour développer des voitures hybrides (en partie électriques) et des voitures « tout-électrique », les fabricants de voitures demandent davantage que la baisse de péages et d'impôts pour stimuler la demande, déclarent les experts. « Il devrait exister des incitations mises en place visant à convaincre les consommateurs de passer aux voitures électriques », déclarait le PDG de EuAuto Technology Ltd, alors que cette firme commençait à lancer sur le marché une petite voiture à faible émission de CO2, fabriquée en Chine.

[Source : adapté de http://www.chinadaily.com.cn/china/2009-04/20/content_7695337.htm, 20 avril 2009]

Reproduit avec autorisation.

(Suite de la question à la page suivante)

(Suite de la question 1)

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
- (i) demande (*paragraphe ❶*) [2 points]
 - (ii) subventions (*paragraphe ❷*). [2 points]
- (b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez pourquoi, dans un marché libre, des véhicules à faible émission de CO₂ peuvent être produits en trop faible quantité. [4 points]
- (c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment « la diminution de moitié des impôts indirects sur les voitures dotées de moteur moins puissant » (*paragraphe ❸*) a des chances d'affecter le marché automobile en Chine. [4 points]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez **trois** des politiques que le gouvernement chinois a introduites ou risque d'introduire pour amener des véhicules plus propres, à faible émission de CO₂ sur ses routes (*paragraphe ❶*). [8 points]

2. Étudiez l'extrait ci-après et répondez à toutes les parties de la question qui le suivent.

Augmentation de la pauvreté, paiements de transfert et riz moins cher aux Philippines

- ❶ Le taux de croissance du PIB réel de l'économie philippine devrait être de 5,9 % en 2008. Cependant, en raison d'une croissance élevée de la population, les augmentations du PIB réel *par habitant* sont substantiellement plus basses. De plus, l'économie montre des faiblesses structurelles, comme une faible collecte des impôts, un chômage et un **sous-emploi** élevés, ainsi qu'une pauvreté grandissante.
- ❷ L'un des défis principaux pour l'économie philippine est l'effet inflationniste de l'augmentation des prix de l'alimentation et du carburant, surtout pour ses effets graves sur la population pauvre. En mai 2008, l'inflation a atteint un taux de 9,6 %, le plus élevé en neuf ans. Les revenus réels ont diminué de façon significative en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, ce qui a contribué à une augmentation de la pauvreté. Le prix du riz, un aliment de base, a pratiquement doublé en quelques mois. La croissance économique n'a pas empêché une hausse de la pauvreté, car la proportion de la population ne satisfaisant ses besoins alimentaires quotidiens a augmenté jusqu'à atteindre 64 %.
- ❸ La diminution de la pauvreté aux Philippines n'a pas été aussi réussie que dans certains pays voisins, tels que l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam et la Chine. Les dépenses du gouvernement dans les secteurs des soins de santé, de l'éducation et de l'infrastructure aux Philippines ont eu du retard par rapport à celles des pays qui s'en sont le mieux sorti. Pour atteindre de meilleurs résultats dans le développement humain et la baisse de la pauvreté, le gouvernement philippin pourrait s'impliquer davantage dans d'autres politiques comme les dépenses de soins de santé, d'éducation et d'infrastructure, de planning familial et l'environnement.
- ❹ L'augmentation de la pauvreté a poussé le gouvernement à introduire des paiements de transferts pécuniaires à l'égard des familles pauvres, allant jusqu'à 1400 pesos philippins (environ 33US\$) par mois, ainsi que des subventions pour le riz, comme aide d'urgence pour aider les familles les plus pauvres à satisfaire leurs besoins alimentaires de base. On s'attend à ce que le programme aide environ 300 000 familles, et qu'il coûte au gouvernement cinq milliards de pesos philippins (environ 120 millions US\$) par an.
- ❺ Le gouvernement compte distribuer des « tickets de riz » qui permettront aux familles les plus pauvres d'acheter du riz subventionné par le gouvernement. Ce programme implique en fait un prix maximum défini pour les détenteurs de « tickets de riz », permettant aux pauvres d'acheter du riz pour environ la moitié du prix du marché. Cela est destiné à garantir que les pauvres auront la priorité lors du **rationnement** du riz.

(Suite de la question à la page suivante)

(Suite de la question 2)

- ❸ Cependant, on craint que des commerçants malhonnêtes achètent du riz au prix bas subventionné par le gouvernement et le revendent à des prix plus élevés. Les « tickets de riz » posséderont donc des codes barres qui déclencheront des avertissements en cas de tentative de fraude.

[Source : adapté de <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportId=78632>, 9 juin 2008; « Philippine economy to slow down in 2008 : World Bank », *Deutsche Press Agentur*, 1 avril 2008 ; « Philippines introduces cash subsidies and cheaper rice for the poor », *New York Times*, 28 avril 2008 et « Extreme poverty: the Philippine story », <http://www.filipinoforum.net>, 18 février 2008]

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
- (i) sous-emploi (*paragraphe ❶*) [2 points]
 - (ii) rationnement (*paragraphe ❸*). [2 points]
- (b) À l'aide d'un diagramme de courbe de Lorenz, expliquez comment l'introduction de paiements de transferts pécuniaires risque d'affecter la distribution de revenu dans l'économie des Philippines (*paragraphe ❹*). [4 points]
- (c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment il peut être possible que « des commerçants malhonnêtes achètent du riz au prix bas subventionné par le gouvernement et le revendent à des prix plus élevés » (*paragraphe ❸*). [4 points]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez des politiques alternatives que le gouvernement philippin pourrait suivre dans un effort de réduction de la pauvreté. [8 points]

3. Étudiez l'extrait et les données ci-après, puis répondez aux questions suivantes.

L'économie française

- ❶ Le gouvernement français est préoccupé par la meilleure façon de gérer la récession. Le problème le plus urgent est celui de faire face à un chômage élevé et en hausse, en particulier au taux élevé de chômage structurel chez les jeunes adultes français. De plus, la France a connu un déficit record de la balance commerciale en 2008. Alors qu'il y a eu un excédent sur la balance des opérateurs invisibles, le déficit du **compte des transactions courantes** a continué à se détériorer.
- ❷ Comme la France est membre de l'Union Monétaire Européenne, avec une devise unique (l'euro), elle ne peut pas conduire de politique monétaire indépendante et doit dépendre des taux d'intérêt définis par la Banque centrale européenne. Elle peut cependant poursuivre une **politique budgétaire** expansionniste, bien qu'elle doive faire face à un déficit élevé du budget.
- ❸ L'OCDE* conseille vivement à la France de poursuivre des politiques de l'offre, impliquant des réformes du marché du travail, telles qu'éviter les augmentations des salaires minimum, augmenter les incitations à travailler et rendre plus facile pour les entreprises de réduire leur main-d'œuvre. Cependant, il n'existe pas de garantie que les politiques de l'offre réussiront toujours, et dans certains cas, de telles politiques risquent de rencontrer une résistance de la part des syndicats français.

* OCDE : l'OCDE est l'Organisation de coopération et de développement économiques (créée en 1961). Les membres en sont (en 2006) : l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République Tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée (du Sud), le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République Slovaque, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

(Suite de la question à la page suivante)

(Suite de la question 3)

Figure 1:

PIB, % d'évolution par rapport à l'année précédente

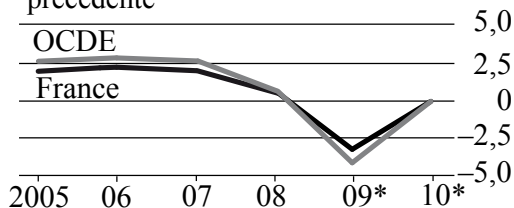


Figure 2:

Prix à la consommation[†], % d'évolution par rapport à l'année précédente

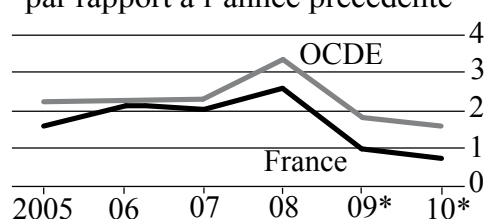


Figure 3:

Compte des transactions courantes, en % du PIB : France

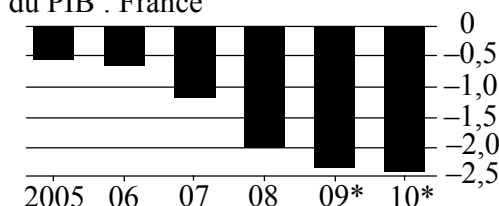
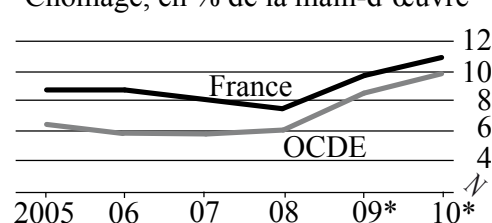


Figure 4:

Chômage, en % de la main-d'œuvre



Légende

* Prévisions

† Déflateur de la consommation privée

[Source : adapté de « Vive la différence », *The Economist*, 30 avril 2009; « France Factsheet », *The Economist*, 6 mai 2009 et OCDE, *Economic Survey of France 2009*, 28 avril 2009]
The Economist, France Factsheet, 6 Mai 2009

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
- (i) compte des transactions courantes (*paragraphe ①*) [2 points]
 - (ii) politique budgétaire (*paragraphe ②*). [2 points]
- (b) À l'aide d'un diagramme approprié et en se référant aux données, expliquez la théorie de la courbe de Phillips à court terme. [4 points]
- (c) Expliquez pourquoi un déficit record de la balance commerciale (*paragraphe ①*) peut être un problème préoccupant pour un pays comme la France, qui est membre de l'Union Monétaire Européenne, ayant adopté une monnaie unique (l'euro) (*paragraphe ②*). [4 points]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez certaines politiques de l'offre que le gouvernement français pourrait suivre pour diminuer son déficit du compte des transactions courantes. [8 points]

4. Étudiez l'extrait ci-après et répondez à toutes les parties de la question qui le suivent.

Le ministre des Finances thaïlandais satisfait du taux de change

- ❶ Le ministre des Finances thaïlandais a annoncé que le niveau actuel du baht thaïlandais (devise de la Thaïlande) était approprié et que la Banque de Thaïlande autorisait largement que les **taux de change** soient définis par le marché. La responsabilité de la Banque centrale consiste seulement à empêcher que la valeur du baht thaïlandais perturbe l'économie. Le ministre a aussi déclaré qu'il était sûr que les taux d'intérêt officiels descendraient encore plus bas. La Banque de Thaïlande a diminué son taux de référence de 2,25 % depuis décembre 2008, l'amenant à un niveau de 1,5 %, aussi bas que celui d'il y a quatre ans et demi.
- ❷ Lorsqu'on lui demanda si le baht thaïlandais a besoin d'être encore plus faible, il répondit qu'« il a été affaibli, mais par rapport aux autres devises, je pense que sa valeur actuelle est correcte. Les exportateurs veulent toujours avoir une devise plus faible, mais je pense que le taux de change relatif pour la Thaïlande est approprié. Je crois aussi que la Banque centrale a laissé la devise évoluer selon le marché, ce qui est correct selon moi », a-t-il ajouté. Le baht thaïlandais a atteint récemment sa valeur la plus basse par rapport au dollar américain sur plus d'un an, et certains opérateurs ont cru que la Banque centrale le faisait baisser pour aider les exportateurs.
- ❸ Il a été demandé au ministre s'il pensait que les **taux d'intérêt** avaient atteint leur niveau le plus bas possible. « Étant donné les difficultés du secteur de l'exportation, qui contribuent à un manque de demande globale et un danger de chômage accru, je suis tout à fait sûr que cela n'est pas fini. Je m'attends à voir encore une baisse des taux d'intérêt, à moins qu'il n'y ait un changement très rapide des conditions économiques. »
- ❹ L'agence de planification d'État de la Thaïlande a rapporté la semaine dernière que le PIB était tombé d'un niveau record de 6,1 % au quatrième trimestre 2008. Elle s'attend à une croissance du PIB nulle, au mieux, pour 2009 et dit que l'économie pourrait se contracter de 1 %. Selon cette agence, le chômage devrait s'élever à 2,5 %, en partant de 1,4 % pour 2008, alors que le ministre du Commerce a annoncé que les exportations s'étaient effondrées de 26,1 %, en comparaison avec l'année précédente.

[Source : adapté de « Thai exports drop 26 % in April », <http://www.chinaview.cn>, 20 mai 2009 ;
« Thai unemployment to jump in 2009 – planning agency », 8 décembre 2008 et
« Thai finmin sees rates lower, happy with baht », <http://www.reuters.com>, 2 mars 2009]

(Suite de la question à la page suivante)

(Suite de la question 4)

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
- (i) taux de change (*paragraphe ❶*) [2 points]
 - (ii) taux d'intérêt (*paragraphe ❸*). [2 points]
- (b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment la Banque centrale de Thaïlande peut intervenir pour faire baisser la valeur du baht thaïlandais. [4 points]
- (c) À l'aide d'un diagramme de demande globale / offre globale, expliquez l'effet probable d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt sur l'économie thaïlandaise (*paragraphe ❸*). [4 points]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez le point de vue selon lequel la Banque centrale de Thaïlande devrait intervenir sur le marché des changes pour affaiblir le baht thaïlandais. [8 points]

5. Étudiez l'extrait ci-après et répondez à toutes les parties de la question qui le suivent.

L'Afrique est-elle trop dépendante de l'aide ?

- ❶ Selon l'économiste zambienne Dambisa Moyo, les programmes d'aide n'ont pas réussi à améliorer le niveau de vie de la majorité des Africains et ont créé une dépendance mutuelle préjudiciable entre les donateurs et les gouvernements souvent corrompus. Moyo affirme que l'aide a fait plus de mal que de bien en Afrique.
- ❷ Par exemple en Zambie, le gouvernement a abandonné sa responsabilité en ce qui concerne les soins de santé, en cédant la plus grande partie de la gestion du système à des donateurs étrangers. Les pays africains souffrent trop souvent d'un cycle de corruption, maladie, pauvreté et dépendance des aides. Les jeunes ayant suivi des études ont peu d'opportunités. Moyo est hostile à une assistance qui n'est pas ciblée vers des utilisations spécifiques, mais défend les secours financiers d'urgence en provenance du Fonds Monétaire International (FMI).
- ❸ Un ancien président de la Banque Mondiale a défendu les programmes d'aide, faisant l'éloge de 12 à 15 pays Africains qui agissent bien et qui comptent plusieurs années de **croissance économique** à un taux dépassant 6%.
- ❹ La présidente du *Centre for Development and Population Activities* (CEDPA), affirme que les preuves contredisent le point de vue de Moyo. « Le Malawi, alors qu'il se trouve être encore l'un des pays les plus pauvres au monde, a réalisé de réels progrès grâce à une forte coopération entre les agences donatrices, le gouvernement du Malawi, les organisations internationales et les groupes communautaires locaux. »
- ❺ Durant la dernière décennie, l'**investissement** pour améliorer la qualité de vie des femmes et des enfants au Malawi a énormément porté ses fruits. La mortalité infantile a été réduite de presque de moitié (de 221 pour mille en 1990 à 120 pour mille en 2007) ; jamais autant d'enfants n'ont été à l'école, et le nombre de ceux qui terminent l'école primaire a doublé. Par ailleurs, le nombre de femmes qui utilisent maintenant des services de planning familial a plus que triplé.
- ❻ Ces résultats réels ne devraient pas être ignorés lorsque l'on considère l'efficacité de l'aide. La présidente du CEDPA soutient que Moyo ne prend en compte réellement qu'un seul type d'aide particulier : le transfert de ressources financières vers les gouvernements. Une aide valable implique plus que de l'argent ; elle répond à des besoins gérés localement, inclut la création d'une assistance technique et d'institution pour renforcer une administration publique efficace et honnête.

[Source : adapté de http://www.huffingtonpost.com/carol-peasley/is-aid-really-dead_b_189613.html, 21 avril 2009 et « *Zambian economist says Africa too dependent on aid* », <http://www.voanews.com>, 21 avril 2009]

(Suite de la question à la page suivante)

(Suite de la question 5)

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
- (i) croissance économique (*paragraphe 3*) [2 points]
 - (ii) investissement (*paragraphe 5*). [2 points]
- (b) Expliquez comment l'aide étrangère peut aider un pays tel que le Malawi à sortir d'un cycle de pauvreté. [4 points]
- (c) À l'aide d'un diagramme de courbe des possibilités de production (CPP), expliquez pourquoi la croissance économique risque de ne pas mener nécessairement au développement économique. [4 points]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez l'efficacité de différentes formes d'aide pour promouvoir le développement économique. [8 points]
-